HAL open science

Réseaux de sociabilité et discussions politiques

Alexis Ferrand

To cite this version:

Alexis Ferrand. Réseaux de sociabilité et discussions politiques . 2015. halshs-01211768

HAL Id: halshs-01211768

https://shs.hal.science/halshs-01211768

Preprint submitted on 5 Oct 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Réseaux de sociabilité
et
discussions politiques

- Note de travail Août 2015. Université Lille 1 –

Alexis Ferrand
Pr émérite en sociologie. CNRS CLERSE, Université de Lille
Alexis.ferrand@univ-lille1.fr

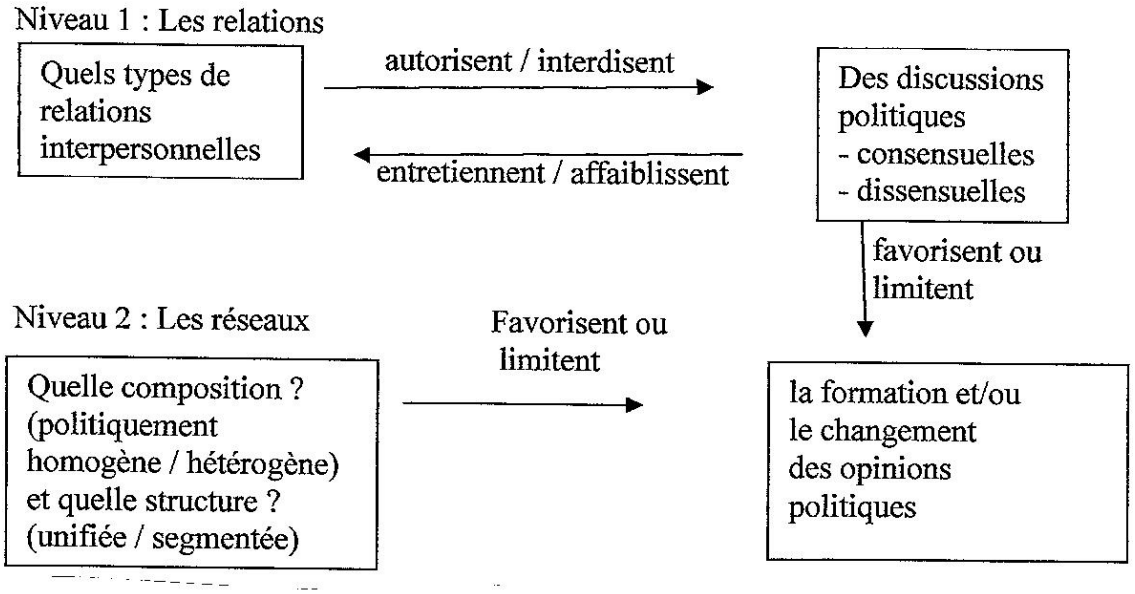
Abstract :
Personal networks and political talks
Many academics, but also of political activists, are more and more convinced that interactions among members of personal networks are efficient to help many people to form an opinion and to decide for who they can vote. In this line of thought, this working paper examines recent French researches on day to day political talks: who can discusses politics with who, of same or different political side, and with what kind of effect on political views of partners. Only empirical descriptions are gathered.
Keywords: personal networks; political opinion; vote; discussion networks; political talks.

Résumé :
Réseaux de sociabilité et discussions politiques
Nombre de chercheurs, mais aussi de militants politiques, sont de plus en plus convaincus que les interactions entre membres des réseaux de relations personnelles arrivent à aider beaucoup de gens à se faire une opinion et à décider pour qui ils peuven,t voter. Dans cet esprit, cette note de travail examine des recherches françaises récentes sur les discussions politiques quotidiennes : qui peut parler avec qui ? de même bord ou de bord different ? et avec quels effets sur les conceptions politiques des partenaires ? On n'a pris en compte que les descriptions empiriques.
Mots clefs : réseaux personnels ; opinion politique ; vote ; réseau de discussion ; discussion politique.

1. Objectifs et limites

J'ai mené des recherches sur des relations de discussion relatives à la sexualité et à la santé. Examiner des discussions *politiques* est facilité par l'existence de trois similitudes :
a) le caractère délicat de ces discussions, soumises à des normes relationnelles ;
b) les appartenances multiples des acteurs qui pèsent sur la composition et la structure des réseaux personnels ;
c) l'incertitude fréquente de ces questions et l'effet cognitif possible des discussions.

L'objectif de cette note est de repérer dans les travaux de recherche les *descriptions empiriques* des discussions politiques et leurs effets sur la formation ou la transformation des opinions.
Les questions qui peuvent être posées sont les suivantes :



Limites de cette recension
a) Il ne s'agit pas de notes de lectures car aucun débat théorique n'est mentionné et souvent seuls des aspects très partiels des recherches sont cités. Que les auteurs m'en excusent.
b) Il n'est question que de recherches 1) portant sur des populations françaises ; les travaux anglo-saxons ne sont donc pas mentionnés ; 2) relativement récentes et plutôt labellisées « science politique » ; il peut exister des recherches dans d'autres champs.
c) Les travaux examinant les discussions dans les réseaux numériques ne sont pas présentés : 1) parce qu'il n'y pas d'information sur la nature des relations entre les partenaires ; 2) parce que les relations sont le plus souvent anonymes d'où une absence d'engagement des partenaires dans la discussion ; 3) *last but not least*, parce que je n'ai pas de compétence sur les réseaux numériques.
d) On notera que les discussions politiques interpersonnelles sont différentes 1) des échanges entre politiciens et profanes lors de campagnes ou en temps ordinaires ; 2) de la délibération politique car il n'y a pas de décision à prendre ni de projet d'action à définir et donc pas d'obligation de parvenir à un consensus ou à une majorité.
e) Les conclusions sont *descriptives*, mais comportent aussi des hypothèses sur ce que des militants pourraient en déduire pour des *interventions* visant à changer des opinions politiques.

Je propose de retenir les caractéristiques formelles suivantes pour définir le type « sociable » de discussions politiques :

a) Les partenaires s'identifient les uns les autres (pas d'anonymat, ni de pseudo).

b) Les partenaires sont suffisamment peu nombreux pour constituer un cercle d'interconnaissance.

c) Les partenaires discutent en tant que titulaires de rôles relationnels réciproquement reconnus. Ces rôles relationnels comportent des normes définissant :

- la possibilité / l'interdiction de la discussion politique ;
- la symétrie / la hiérarchisation de la relation dans le champ des compétences et de la légitimité politiques (professionnel ou expert vs profane ; ancien et expérimenté vs jeune ; etc.)
- des règles de prise de parole ;
- la finalité de la discussion politique : expression de son identité, plaisir sociable, volonté de se mettre d'accord ou le plaisir de se fâcher, etc
- l'intensité et la durabilité de l'engagement réciproque des interlocuteurs dans d'autres types d'échanges interpersonnels. On peut distinguer par exemple : les rencontres fortuites et sans conséquences versus les rencontres avec des membres de la famille ou avec des collègues destinées à se reproduire et à engager des enjeux importants et variés.

d) Les discussions sont principalement orales (y compris téléphone). Et le face à face permet la mobilisation de codes expressifs plus riches : mimiques, gestuelles, postures dans l'espace.

D'autres types seraient à définir, mais j'utilise celui-ci comme référence pour formuler parfois des remarques sur les descriptions examinées. C'est ma vision apriori de l'objet.

2. *Conclusions générales*

Les références renvoient aux travaux examinés dans la suite du texte. J'arrondis certains pourcentages. J'ajoute des remarques personnelles introduites par «NB».

Quels enquêtés discutent politique ?

Tiberj (2015) montre que 45% des enquêtés ont cité un discutant et, parmi eux, 38% ont cité un discutant d'un bord politique différent du leur (sur la base d'une catégorisation sommaire « *de droite, de gauche, ni de droite ni de gauche* »). Les enquêtés ayant un discutant consensuel sont sensiblement aussi nombreux à avoir un diplôme supérieur que ceux ayant un discutant d'un autre bord (55% contre 50%). Mais chez les 55% d'enquêtés qui ne citent aucun discutant, on ne rencontre que 35% de diplômés du supérieur.

Denni (2012) constate que 50% des enquêtés ne discutent jamais avec un membre de la famille, et 50% jamais avec des amis.

Dans quelles relations des discussions politiques sont-elles possibles ?

« Tous les jours et quelquefois dans la semaine »

- avec un membre de la famille : 49%,
- avec un ami 47% (Denni , 2012)

« Très souvent et assez souvent »

- avec le-la conjoint-e : 70%
- avec un ami 35% (Muxel, 2013)

NB. (Muxel,2013) met en évidence que la relation *de couple* est beaucoup plus favorable aux discussions politiques (et à la révélation de ses opinions) que toutes les autres relations familiales (en gros : 70% contre 33%). Il faut donc, méthodologiquement et pratiquement, considérer séparément les relations de couple et les autres relations dans la parenté.
NB. Il me paraît vraisemblable de considérer qu'un enquêté sur deux ne perçoit pas dans son réseau de sociabilité une relation qu'il pourrait *caractériser* comme comportant des discussions politiques (ce qui ne veut pas dire qu'il n'a jamais de discussion politique dans ses relations !).
Rappelons que Ferrand et Mounier (1993, n=2.300) ont constaté que 40% des enquêtés n'ont cité *aucun* confident en réponse à la question « *En dehors de la personne avec qui vous vivez, avec combien de personnes discutez-vous d'aventures amoureuses, de problèmes ou de maladies sexuels, ou de votre vie en couple?* ». Et que Ferrand (2001, n=500) a constaté que 30% des enquêtés ne parlent à personne de leur propre santé, et 55% de leur médecin.
Il est évident que certains sujets ne peuvent être discutés que dans un nombre très limité de relations souvent très spécifiques, « la politique » en fait partie.

Les discussions inter-individuelles et la (trans)formation des opinions

Je présente d'abord les discussions *dyadiques*, puis celles qui impliquent au moins une *triade* et ont lieu au sein d'un « groupe » ou d'un « cercle social ».

NB. Une remarque générale : Je pense que les effets cognitifs des discussions « politiques » ne seront correctement analysés qu'après avoir découvert comment ces discussions sont insérées dans un flux de discussions sociables portant sur une diversité d'autres sujets. IFOP (2015) nous montre la grande variété des sujets discutés chaque semaine, et que seul un tiers des enquêtés déclare des discussions sur des sujets qui peuvent être considérés comme *politiques*.

Denni (2012) montre qu'un intérêt fort pour la politique va de pair avec des discussions politiques fréquentes et des connaissances importantes : « *sans être la* cause *des connaissances, ces échanges entre personnes contribuent au développement des prédispositions cognitives*». Mais il met surtout en évidence :
a) que l'intérêt pour la politique peut *compenser* le handicap d'un faible capital scolaire ;
b) et que l'absence d'intérêt pour la politique viendrait d'un processus d'auto-disqualification.
NB. Il est peu envisageable de modifier le capital scolaire des citoyens, mais il doit être possible d'intervenir sur l'intérêt et l'auto-disqualification : il ne s'agirait pas de convaincre des gens de voter X ou Y, mais de les convaincre qu'ils sont *capables d'avoir des opinions politiques pertinentes*.

Tiberj (2015) montre qu'avoir cité un discutant de bord politique différent multiplie par 2,5 la chance de changer d'alignement politique, et par 2 la chance de changer de parti (dans les 9 mois qui suivent). A l'inverse, avoir un discutant de même bord, stabilise l'opinion (75% de non changeant contre 55%), et freine les changements au sein des courants généraux de défection.
NB. Quelles que soient les hypothèses explicatives avancées, on peut admettre que des discussions avec quelqu'un qui appartient à son réseau de sociabilité mais qui est d'un autre bord politique que soi favorisent les changements d'opinion.

Denni et Roux, (2012), au cours de la passation de questions expérimentales, ont demandé à l'enquêteur d'opposer deux contre-arguments à l'avis exprimé initialement par l'enquêté. Ils constatent que 12 à 15% d'enquêtés changent d'avis.
NB. Je fais l'hypothèse que l'attribution du contre-argument « au sens commun » (« *on entend dire que..* ») et non à une personne connue de l'enquêté *qui compterait un minimum pour lui*, contribue à expliquer la proportion massive des enquêtés *non changeants.*
En ayant examiné quels enquêtés changent plus que la moyenne, les auteurs concluent qu'appartenir aux milieux populaires produit une auto-disqualification qui favorise un désintérêt pour la politique et une faible information qui, à leur tour, favorisent la soumission à des contre-arguments, et donc la versatilité.
NB. On retrouve ici la question : peut-on envisager d'agir sur l'auto-disqualification ?

Sniderman, Jackman, et Tiberj, (2002), montrent que des changements d'opinion en réponse à des contre-arguments de l'enquêteur ont plus de chances de se produire pour des enquêtés faiblement sophistiqués, et pour des enquêtés très sophistiqués qui auraient initialement fourni une opinion correspondant mal à leurs orientations politiques profondes. Par contre les arguments vides de sens ont très peu d'effet.
NB. L'idée intéressante est qu'une opinion émise par un enquêté peut être plus ou moins cohérente avec ses cadres idéologiques : il peut faire une « erreur » initiale de jugement qui sera rectifiée par la discussion. Ceci invite à questionner ce qu'on pourrait nommer la « robustesse cognitive » d'une opinion exprimée. Dans certains cas c'est une opinion mal « ancrée » dans le système cognitif de l'enquêté, qui sera porté à rectifier son erreur et, dans ces cas, la discussion est particulièrement efficace.

Pons, (2015) a analysé, pendant la campagne présidentielle, les effets de la visite à domicile d'un militant politique (P.S.) venant encourager le vote Hollande. Contrairement aux objectifs de cette opération, ceci n'augmente pas les taux de participation des abstentionnistes aux élections précédentes. Mais cela semble affaiblir la tendance aux votes protestataires des électeurs déçus, et regagner des votes partisans qui auraient fait défection.
NB. Ce qui me surprend est qu'on puisse statistiquement observer un effet de cette interaction *minimaliste*. Je pense que seuls des citoyens aux prises avec un *conflit politique interne* opposant deux ensembles d'arguments de poids presqu'équivalents peuvent changer par ajout d'un poids faible sur un des plateaux de la balance cognitive.
NB. Un effet *symbolique* peut aussi être envisagé : que des gens (≈ du quartier ?) se dérangent pour venir me déranger chez moi signifie que mon (modeste) avis peut compter *pour eux.*

Mayer (2002) montre que si un enquêteur, donc une personne inconnue n'appartenant pas l'univers de sociabilité d'un enquêté, manifeste dans la présentation d'une question une attitude favorable à une opinion politique extrême, ceci accroît fortement la chance que l'enquêté, s'il est idéologiquement prédisposé à l'extrémisme, exprime à haute voix des opinions qu'il tait habituellement en public. Cet effet vaut également et fortement pour les enquêtés très instruits.
NB. Ici, l'interaction dyadique semble produire le même effet que le groupe local présenté plus loin : il crée un écran protecteur contre les injonctions dominantes et un micro-contexte de consensus extrémiste permettant d'exprimer ses (mauvaises !) pensées.

Les discussions de groupe (cercle social) et la (trans)formation des opinions

Dans les quartiers populaires Braconnier (2012) invite à considérer que les gens discutent politique *à plusieurs et pas seulement deux à deux.* Ce micro réseau (qu'on pourrait nommer

cercle social) crée un univers *consensuel* normatif et politique à l'écart des injonctions dominantes. Il permet la consolidation d'un sens commun politique propre au groupe et, parfois, l'expression d'opinions qui sont autrement refoulées dans d'autres cadres sociaux.
NB. Cette recherche montre l'importance d'une sociabilité locale et sélective comme cadre d'une expression politique populaire. Ces groupes « naturels » sont favorables à la construction d'un intérêt pour la politique et d'une opinion.

Comme cercle particulier, on peut considérer le couple décrit par Muxel (2013) comme une forteresse politique où 75% des enquêtés disent que leur conjoint-e vote de la même manière qu'eux-mêmes. Elle constate qu'autour de 60% des membres de leur famille sont aussi *supposés* voter comme eux. Mais entre parents et enfants, on parle moins, et on avoue moins souvent son vote, et on peut penser qu'il y aurait là des tensions potentielles.

Duchesnes et Haegel (2010) ont fait discuter des groupes *expérimentaux* sur des questions européennes et ont observé deux types de débats : l'un est un processus coopératif d'échange d'opinions, l'autre un processus conflictuel de prise de position sur des antagonismes. Les ressources cognitives mobilisées sont distinctes dans ces deux cas. D'un coté on constate une capacité à mettre les choses en perspective, et que les opinions sont relatives à des faits et des connaissances (information). De l'autre coté : on constate une tendance à généraliser, dichotomiser, et à affirmer sa propre position, position qui est relative à son expérience personnelle. De manière attendue le processus d'échange d'opinion peut amener un changement chez certains membres, mais la conflictualisation peut aussi faire changer d'avis : *« dans une société démocratique pluraliste, la discussion politique est faite à la fois de coopération et d'antagonismes »*.
NB. Si une intervention crée des discussions conflictuelles, il ne faut peut-être pas voir cela comme un échec et penser que cela peut aussi introduire un changement d'opinion.
NB. L'idée « des ressources mobilisées » est intéressante. Peut-on imaginer une intervention qui apporte des *informations* que les acteurs vont juger *crédibles* en complément ou en opposition à ce qu'ils savent par leur propre expérience ou celle de proches ? Peut-être cette information devrait avoir une présentation un peu « expérientielle » : « pas mal de gens par ici ont eu l'occasion de… » ?

Bronner (2010), dans une série d'expérimentations, après avoir présenté des faits sociaux énigmatiques, interroge a) des individus, b) des petits groupes qui ont discuté le problème, pour connaître comment les uns ou les autres expliquent ces faits. Il constate :
a) que les réponses inventées sont très nombreuses (5 réponses différentes pour les individus et 7 pour les groupes) : les acteurs sont donc capables d'imaginer des processus sociaux très variés pour expliquer cette énigme ;
b) que la discussion de groupe permet *à la fois plus de rationalité et plus d'irrationalité* sitôt qu'on lui fournit des indices permettant d'évoquer des *stéréotypes* (ethniques dans le cas présent). La « délibération » peut donc parfois favoriser l'émergence d'une opinion commune éclairée, et, si des stéréotypes peuvent être sollicités, conduire au renforcement obscurantiste des idées préconçues.
NB. Les acteurs ont en permanence à leur disposent des cadres interprétatifs multiples, qui ne forment peut-être pas des systèmes cognitifs cohérents. Un enjeu de la discussion collective est donc de lui permettre de mobiliser des cadres cognitifs constructifs et de laisser inactives les catégorisations négatives.

Remarques finales

a) Il apparaît que nous connaissons très peu de choses sur les discussions politiques qui émergent dans les réseaux de sociabilité.

b) Il serait important de définir quelques questions permettant de décrire les relations de discussions ; questions qui pourraient être incorporées dans différentes enquêtes concernées par les processus interactifs de production des opinions.

c) On comprendra les effets cognitifs des relations de discussion politique en les comparant à d'autres types de relations de discussion, qu'elles produisent des conseils professionnels éclairés, les consensus normatifs indispensables à la vie quotidienne ou des rumeurs vagabondes.

3. Les réseaux de relations personnelles de discussion politique

Dans un premier temps on examine des enquêtes portant sur les discussions politiques telles qu'elles adviennent *dans la vie courante* des acteurs. On mentionnera ensuite quelques recherches qui ont créé des *situations expérimentales* de discussion politique.

IFOP (2015), Les contenus des discussions avec les proches

On peut mentionner, à titre d'hommage rapide à l'Institut fondé en 1938 par Jean Stoetzel, « *Les tableaux de bord politiques* » qui comportent une question sur les discussions avec les proches. Cette question, récurrente, permet d'observer à chaque vague les contenus des dialogues quotidiens avec les proches. Je présente ici comme exemples les résultats des mois de Mai 2015 et Juin 2013, dont j'ai regroupé les items (proposés par l'IFOP en fonction de l'actualité médiatique) dans des thèmes généraux (mentionnés en gras).

Ifop-Fiducial pour Paris Match et Sud Radio. *Le tableau de bord politique*. **Mai 2015**
N=1000. Téléphone. Quotas.

Pour chacun des sujets suivants, dites-moi s'il a animé cette semaine vos conversations avec vos proches, chez vous ou au travail ?	
Ordre social et justice	
Le projet d'attentat contre des églises déjoué à Villejuif.	64
Les soupçons pesant sur Jean-Marie Le Pen quant à la possession d'un compte bancaire en Suisse	30
La démission de la présidente de l'INA à la suite du scandale de ses frais de taxi	29
Economie	
La hausse du chômage en mars	54
Les défilés du 1er mai	17
Sport et culture	
International	
Le séisme au Népal	79
Les naufrages de migrants en Méditerranée	69
Le sort de Serge Atlaoui, condamné à mort en Indonésie et risquant une exécution imminente	56
Les soupçons d'abus sexuels d'enfants centrafricains par des soldats français	46
Le centenaire du génocide arménien	36

L'annonce de la candidature d'Hillary Clinton à l'investiture du Parti Démocrate pour l'élection présidentielle de 2016 aux Etats-Unis	21
Vie politique et action gouvernementale	
Le débat sur la possibilité de rendre le vote obligatoire.	33
Le déblocage de 3,8 milliards d'euros de crédits supplémentaires pour le budget de la Défense	31
Le débat autour de la réforme du collège et du devenir du latin et du grec	28

Ifop pour Paris Match. *Le tableau de bord politique*. **Juin 2013**
N=1000. Quotas.

Pour chacun des sujets suivants, dites-moi s'il a animé cette semaine vos conversations avec vos proches, chez vous ou au travail ?	
Ordre social et justice	
La célébration du premier mariage entre personnes de même sexe à Montpellier .	72
Les incidents de la place du Trocadéro lors de la célébration du titre de champion de France de football du Paris-Saint-Germain	69
L'agression d'un militaire français en patrouille dans le quartier de La Défense en région parisienne	68
L'arrestation de Rédoine Faïd en Seine-et-Marne six semaines après son évasion de la maison d'arrêt de Sequedin .	42
La polémique autour de la proximité du juge Gentil et de l'un des médecins chargé de l'expertise médicale ayant conclu à l'état de faiblesse de Liliane Bettencourt .	25
Economie	
La hausse du chômage en avril	70
La remise en cause de l'arbitrage en faveur de Bernard Tapie dans l'affaire l'opposant au Crédit Lyonnais au sujet de la vente d'Adidas	50
Le débat autour de l'encadrement des salaires des dirigeants d'entreprises	39
Sport et Culture	
Le parcours des joueurs français à Roland Garros .	29
Le palmarès du festival de Cannes .	27
International	
L'assassinat d'un soldat britannique en pleine rue au Royaume-Uni .	62
Vie politique et action gouvernementale	
Le débat autour de l'interdiction des cigarettes électroniques dans les lieux publics .	41
Le débat autour du droit de vote des étrangers aux élections municipales	35
Le débat sur les livraisons d'armes aux forces syriennes anti-Assad .	27
La primaire organisée à Paris par l'UMP pour désigner sa tête de liste pour les élections municipales de 2014	23

Conclusion

L'information publiée est pauvre. Mais elle présente l'avantage de nous montrer que les sujets de discussion que j'ai pu rassembler sous le thème « Vie politique et action gouvernementale » sont, relativement aux autres, des sujets cités par de faibles proportions d'enquêtés : en moyenne autour d'un tiers. De plus, l'arbitraire de ma typologie met en lumière deux questions théoriques et méthodologiques : a) qu'est-ce qu'une discussion politique et non politique ? b) quelles *interdépendances* cognitives et représentationnelles peuvent exister entre des thèmes politiques et non politiques ?

On peut souhaiter que l'IFOP mette à disposition ces données longitudinales qui permettraient certainement des avancées sur ces questions.

Muxel Anne, (2013), La politique et les proches

Références

- Muxel Anne, (2013), « La politique et les proches. Faut-il avoir les mêmes idées pour s'aimer ? » in Muxel A. (ed) , *La vie privée des convictions*, Paris, Presses de SciencesPo
- *Famille, amour, amis et politique* CEVIPOF (+ OpinionWay), Juin 2011

Méthode

Echantillon représentatif (quotas) N=1908 . En ligne. Eté 2011.

Les enquêtés (concernés : ayant un-e conjoint-e !) sont extrêmement nombreux à déclarer discuter de politique très ou assez souvent avec leur conjoint-e.

Huit enquêtés sur dix déclarent le contenu de leur vote à leur conjoint-e. Ainsi l'intimité conjugale instaure une sphère privée de partage des opinions politiques qui s'oppose au secret individuel de l'isoloir républicain. Et dans trois cas sur quatre ce serait le partage d'un même vote qui unirait ces conjoints. On rencontre donc là un noyau relationnel politique à la fois dialogique et massivement consensuel.

	Discuter politique très svt + assez svt	Dire son vote	Voter de la même manière
- avec le-la conjoint-e	69%	81%	73%
- avec enfant le + âgé	39%	57%	63%
- avec dernier enfant	31%	53%	61%
- avec père	37%	48%	55%
- avec mère	29%	54%	59%

Des discussions politiques fréquentes avec les enfants sont loin d'être majoritaires (entre 30% et 40% de très ou assez souvent).

Mais on ne sait pas dans quelle proportion de cas ces enfants seraient cohabitants. Et on ne peut donc expliquer cette moindre fréquence des discussions « très » ou « assez souvent » par l'absence, pour les non cohabitants, de rencontres quotidiennes dans le logement facilitant des discussions politiques, même brèves.

	Discuter politique très svt + assez svt	Partager les mêmes choix politique avec
avec des amis	35%	
quasi totalité des amis		12%
la majorité des amis		57%

De même les enquêtés sont aussi peu nombreux (35%) à déclarer discuter souvent ou assez souvent de politique avec leurs amis, (un peu plus nombreux à gauche : 46%, qu'à droite : 35%). Là on est certain qu'ils ne sont pas cohabitants.
Ces fréquences seraient à relativiser par les fréquences d'autres types de discussions pour évaluer si des normes relationnelles conduisent à ne parler politique que dans un sous ensemble limité au sein de toutes les discussions qui alimentent la relation amicale.

Que disent les enquêtés de la transmission idéologique dans la famille ?
Dans un cas sur deux (57% et 53%, donc même parmi ceux qui ne parlent que rarement) l'enquêté dit son vote à ses enfants. Cet aveu est vraisemblablement symétrique si on en juge par les fréquences des dévoilements au père ou à la mère qui sont de même ordre (48% et 54%). Ces aveux (réciproques..) permettent à des proportions importantes d'enquêtés (et des proportions très proches : entre 55% et 63%) de penser que ces membres de leur famille votent comme eux. Ces différentes relations filiales emportent avec elles un accord intergénérationnel, qu'on pourrait nommer une *consanguinité politique*.

Mais trois remarques doivent être faites :
a) Je ne sais pas dire ce que les enquêtés appellent « voter comme moi », c'est-à-dire que je ne sais pas s'ils sont strictes ou laxistes dans l'évaluation d'une similitude de vote.
b) Compte tenu des votes déclarés par les enquêtés, il faudrait calculer les probabilités de dyades politiquement homogènes sous tirage aléatoire, afin d'évaluer si ces proportions de votes consensuels sont sociologiquement significatives.
c) Il y a tout de même entre 37% et 45% des relations de filiation qui sont non consensuelles et dont on peut supposer qu'elles entraînent un débat qui peut produire un changement de position politique.

En conclusion
Le seul levier relationnel intra familial vraisemblablement mobilisable pour obtenir un changement est celui des relations de filiation.

Tiberj Vincent, (2015), Quels enquêtés changent et pourquoi ?

Référence :
Vincent Tiberj, « Qui changent et pourquoi ? Stabilité et évolution des opinions dans la France des années 2010 »,. Congrès AFSP Aix 2015 - ST2 Politique des temps ordinaires et politique des temps électoraux

Méthode
Utilise les données du programme DYNAMOB, qui est une sous-partie du panel ELIPSS de DIMSHS
http://quanti.dime-shs.sciences-po.fr/
Six vagues entre septembre 2013 et Juin 2014 obtenant de 600 à 975 réponses de panélistes tirés initialement de manière aléatoire (base INSEE).
Le module permettant de décrire les relations de discussions politiques est rédigé ainsi :

Q44. De temps en temps les gens discutent entre eux de politique ou d'actualité. Nous aimerions en savoir plus sur les personnes avec qui cela vous arrive. Celles-ci peuvent être ou non des personnes de votre famile. Pensez vous à quelqu'un en particulier ? 1.Oui 2.Non
Q45.*Quel est son prénom ?*
Poser si [Q43=1]
Box pour indiquer le prénom de la première personne.
Q53. *A votre avis, [PRENOM1] est-il/elle ?*
1.De droite

2. De Gauche
3. Ni de droite ne de gauche
[je ne sais pas +1]
[Je ne veux pas répondre +1]

Qui cite un discutant ? 45% de panélistes ont cité un discutant.
55% n'ont cité personne

Quel type de relation ? L e questionnaire ne fournit aucune description du type de relation.

Consensus et dissensus dans la dyade ? Parmi ceux qui ont cité un discutant 37.5% le placent dans un camp politique qui n'est pas le leur.
L'absence d'intérêt pour la politique est beaucoup plus fréquent chez les enquêtés qui ne citent aucun discutant (58,7%) ; et un peu plus fréquent chez ceux qui citent un discutant d'un bord politique différent (10 points de plus que ceux qui citent un discutant de même bord).
Si Ego est de gauche, il a un risque égal d'avoir un discutant consensuel que dissensuel, mais s'il est de droite, il a un risque plus faible d'avoir un discutant dissensuel (10 points de moins). Donc les acteurs de droite sélectionnent un peu plus souvent leurs discutants pour ne pas avoir de contradicteur.

Composition du réseau de discutants Ego cite :	peu pas du tout intéressé	Diplôme sup	Ego gauche	Ego droite	Stable axe G/D
aucun discutant	58,5%	35,5%	1/3	1/3	61%
un discutant de bord politique différent	35%	50%	44%	32,5%	55,5%
un discutant de même bord politique	26,5%	54,5%	43%	42,5%	76,5%

% case. Lire : **58,7%** des enquêtés qui n'ont cité aucun discutant se disent peu ou pas du tout intéressés par la politique ; **35%** des enquêtés qui ont cité un discutant de bord politique différent se disent peu ou pas du tout intéressés par la politique.
.

Effet du consensus vs dissensus dans la dyade sur le risque de changer d'opinion ?
« Bien sûr la compétence politique continue de peser : moins un individu est intéressé et diplômé plus grandes sont ses chances de changer de réponse. Mais en parallèle, les individus ayant un réseau dissensuel ont 2.5 fois plus de chances de changer d'alignement politique ou 2 fois plus de chances de changer de partis.
Plusieurs mécanismes sont possiblement à l'oeuvre derrière ce résultat : 1) un réseau dissensuel induit sans doute d'être plus souvent confronté aux informations dissonantes, celles qu'on laisse de côté dans les mécanismes de perception sélective ; 2) un réseau consensuel peut entretenir et maintenir des préférences alors qu'un réseau dissensuel les questionne et les met sous pression ; 3) un réseau dissensuel implique de devoir débattre plus souvent. Autrement dit une partie des changements ne sont pas le fruit du hasard ou de l'incompétence des répondants. Se donne à voir aussi dans le panel l'impact des échanges d'opinions quotidiennes qui font évoluer et changer d'avis. En cela les citoyens constituent un ensemble plus effervescent qu'on pourrait le croire.
../..
Les panélistes consensuels semblent être moins touchés par les mouvements thermostatiques que les dissensuels. Ainsi la droite ne progresse que de 1.5 point chez les consensuels contre 6 points chez les dissensuels tandis que la gauche régresse de 3 points contre 5 points et le PS de 5.5 points contre 9.5 points. On peut donc y voir un effet de résistance, les panélistes qui ont un réseau homogène seraient plus stables et moins sensibles aux cadrages médiatiques. Mais cela peut aussi être un effet retardant, ce qu'il conviendra de vérifier à l'avenir. »

Conclusion
Quelles que soient les hypothèses explicatives avancées, on peut admettre que des discussions avec quelqu'un qui appartient à son réseau de sociabilité, mais qui est d'un autre bord politique que soi, favorisent les changements d'opinion.

Denni Bernard, (2012) Les Français et la politique : Experts, amateurs et profanes

Référence :
Denni Bernard, (2012) « Les Français et la politique : Experts, amateurs et profanes » in Y. Schemeil et Al., (2012) *Le raisonnement politique : Comment les citoyens justifient leurs choix*,Grenoble, PACTE

35% déclarent avoir discuté «de temps en temps» ou «souvent» de politique avec leurs parents lorsqu'ils avaient 15 ans.

Discussions politiques actuelles

Fréquences des discussions politiques	avec la famille	avec les amis
Tous les jours ou presque	7%	5%
Quelques fois dans la semaine	42%	42%
Jamais	50%	50%

NB. Reconstitué d'après le texte

L'auteur a construit un indicateur robuste de connaissances politiques dont il mesure la corrélation avec des variables de capital scolaire, d'intérêt pour la politique ou de discussions informelles. Il peut indiquer :
a) « *Une socialisation politique précoce et intense est donc propice au développement des prédispositions cognitives à l'âge adulte. Mais il est difficile d'aller au-delà de ce constat faute de pouvoir contrôler les caractéristiques du milieu social de la famille ou le niveau de diplôme de la personne.* »
b) « *..un niveau élevé de connaissances est associé à des conversations politiques quasi quotidiennes, lesquelles sont corrélées avec un intérêt fort pour la politique./.. ces conversations ne sont pas à l'origine des connaissances, ./. [mais] elles contribuent à les diffuser, à les stimuler et à les entretenir. Les réseaux sociaux ont sans doute des effets comparables. Sans être la* cause *des connaissances, ces échanges entre personnes contribuent au développement des prédispositions cognitives*. »

Conclusion
L'auteur conclut l'ensemble de ses analyses en indiquant la corrélation très importante entre l'intérêt pour la politique et les connaissances : « *l'intérêt pour la politique, comme l'intérêt porté aux débats politiques dans les médias parvient à compenser dans une large mesure le handicap d'un faible capital scolaire. Il joue donc un rôle central dans le processus d'acquisition de connaissances spécifiquement politiques.* »
Or cet intérêt vient compenser les déficits scolaires qui seraient la cause de l'ignorance politique. Contrairement aux déficits scolaires qui sont des manques difficilement amendables pendant la vie, il me semble qu'on peut réfléchir à différentes manières de stimuler l'intérêt pour la politique à l'âge adulte. Notamment, si on en croit les auteurs, l'auto-disqualification

serait une cause importante du désintérêt, et on devrait donc réfléchir aux manières de restaurer l'estime politique de soi.

Pons Vincent, (2014), L'effet du démarchage socialiste porte à porte durant la présidentielle de 2012

Référence
Pons Vincent, (2014), "Does Door-to-door Canvassing Affect Vote Shares? Evidence from a Countrywide Field Experiment in France", July 2014, *working paper*, http://economics.mit.edu/files/9873
Méthode
Pendant la campagne de l'élection présidentielle 2012, 22.500 bureaux de vote (« precints ») caractérisés par un taux élevé d'abstentionnistes de gauche (selon élections précédentes) et 17,1 millions de votants ont été aléatoirement attribués soit à un échantillon de contrôle, soit à un échantillon dont un sous ensemble a fait l'objet d'un démarchage porte à porte par des militants socialistes en faveur de Hollande. 80.000 militants, une estimation de 5 millions de portes visitées avec un taux d'ouverture de 48%. Les effets sont mesurés au niveau agrégé des bureaux de vote à partir des résultats officiels et les estimations statistiques sont pondérées par des informations sur les contacts réels des militants..

Le bureau de vote moyen compte 919 votants, et 8.7% d'abstentionnistes de gauche aux précédentes élections présidentielles.
Le démarchage porte à porte,
- n'a pas d'effet sur le taux de participation ;
- produit une réduction des votes d'extrême droite et accroît les votes Hollande au premier tour : *"Thus, in total, door-to-door canvassing increased Hollande's victory margin by 0.8 percentage points"*. Ainsi le démarchage a contribué à un quart de l'écart positif au second tour.
L'effet a duré lors des élections législatives ultérieures, suggérant qu'il a été obtenu en persuadant des électeurs - moyennement ou très prédisposés à voter - à le faire à gauche, plutôt qu'en mobilisant des abstentionnistes de gauche ou en démobilisant des opposants.
L'auteur suggère que des discussions personnelles peuvent être pour les partis politiques un moyen efficace de rétablir le contact avec des citoyens mécontents et de gagner leur vote.

Remarques
a) L'ensemble des analyses reposent sur des données agrégées au niveau des bureaux de vote, ce qu'on appelle « l'analyse écologique » en sociologie électorale. Pour parvenir à formuler des conclusions statistiques sur des types particuliers d'électeurs (et non sur des bureaux de vote), l'auteur doit passer par des hypothèses sur les compositions des électorats de différents types de bureaux de vote aux précédentes élections, et intégrer ces sortes de coefficients correctifs dans les régressions logistiques utilisées. C'est très sophistiqué et je ne suis pas capable d'évaluer la vraisemblance des résultats statistiques présentés.
b) S'agissant d'une intervention à peu près « grandeur nature » je considère qu'il ne s'agit pas d'une expérimentation, mais de l'observation systématique d'une mini interaction sociable.

Conclusion
Le porte à porte ne semble pas sans effet. L'effet est faible (0.8%) mais peut être électoralement décisif. L'idée intéressante me semble plutôt être que le but visé (faire voter des gens de gauche qui autrement s'abstiendraient) n'est pas le but atteint qui concerne plutôt

les électeurs mécontents, mais disposés à un vote de protestation plutôt que de conviction, et finalement influençables.

Braconnier Céline (2012), Les entretiens collectifs in situ

Référence
Céline Braconnier, (2012), « A plusieurs voix. Ce que les entretiens collectifs in situ peuvent apporter à la sociologie des votes ». *Revue française de sociologie,* V.1, n° 531 : 61-93
Méthode
Les entretiens collectifs *in situ* « *consistent à interroger ensemble des individus qui soit font « groupe » (par exemple, un couple, des amis proches, une fratrie), soit entretiennent des relations plus ou moins fortes mais effectives en dehors de l'entretien (des voisins qui se connaissent, des copains d'enfance, etc.)* ». Au total, ce sont 37 entretiens collectifs qui ont été suscités au cours de quatre enquêtes en quartier populaire. Les enquêteurs laisse les enquêtés discuter avec qui ils veulent..

Cet article est globalement un plaidoyer en faveur de la méthode *des entretiens collectifs in situ* qui est justifiée au niveau théorique en insistant sur le caractère interpersonnel et collectif des processus qui a) poussent les gens à voter vs s'abstenir, b) à voter dans tel ou tel sens. C'est une critique des sondages individualisant (atomistiques) et des *focus group* artificiels.

Les entretiens collectifs in situ permettent des corrections réciproques des lacunes ou des erreurs de mémoire des personnes enquêtées.

Les entretiens collectifs permettent de soutenir l'expression de certaines positions politiques. Les encouragements ou les censures ne sont plus ceux du cadre national, mais ceux du contexte local proche : « *l'échelle micro environnementale – celle du voisinage immédiat – est celle à partir de laquelle s'établit la norme localement dominante la plus efficace en matière d'orientation des comportements individuels. On peut donc raisonnablement penser que cette échelle est aussi celle où la norme produit ses effets de censure les plus forts* »

« *Dans ce cadre protecteur, il existe une dynamique de l'entretien collectif qui peut mener à la révélation d'un point de vue partagé par les enquêtés dans l'intimité, mais qu'ils n'auraient sans doute pas révélé en d'autres circonstances, pour éviter de se mettre à nu. Les seuils de prudence face au risque de l'exposition publique sautent manifestement quand on est plusieurs et en confiance, parce que le nombre donne la force d'assumer un point de vue, a fortiori quand il est illégitime et donc stigmatisé en dehors de l'espace où il est exprimé.* »

Ces entretiens permettent aussi d'observer
a) Les relations entre les membres de ces groupes « réels » et les processus d'influence interpersonnelle qu'elles impliquent.
Certains processus d'influence semblent reposer uniquement sur des compétences politiques, de sorte que les effets de leadership des membres les plus politisés fonctionnent souvent pleinement. Mais d'autres processus résultent d'écarts de statut dans d'autres domaines, notamment de niveau d'éducation ou de position socioprofessionnelle.
b) L'entretien ou le renforcement par la discussion d'un « sens commun au groupe ».

Conclusion
L'auteure valide l'idée que la production des comportements et des opinions politiques est un processus essentiellement interactif au sein de réseaux réels familiaux et amicaux, locaux.

4. *Les discussions politiques expérimentales*

Duchesnes Sophie, Haegel Florence, (2010) Ce que signifient les discussions politiques (focus groups)

Référence
"What political discussion means and how do the French and (French-speaking) Belgians deal with it?" Sophie Duchesne and Florence Haegel, in *Political Discussion in Modern Democracies. A Comparative Perspective,* Ken'ichi Ikeda, Laura Morales, Michael Wolf eds., London, Routledge ECPR Studies in European Political Science 2010, p. 44-61.
Méthode
8 focus groupes à Paris et Bruxelles. Chacun d'une relative homogénéité sociale (ouvrier, cols blancs, cadres supérieurs professions libérales) mais hétérogénéité politique. Participants ne se connaissent pas. Réunions de 3 heures dans un local académique. Différentes questions relatives à la construction Européenne. Animateur reproduit sur tableau les opinions exprimées par chacun. Participants souvent gênés de devoir exprimer publiquement leur opinion politique.

Les auteures s'intéressent aux discussions politiques ordinaires pour en décrire le *fonctionnement*. Elles distinguent deux types de processus dans ces discussions :

	Processus cooperatif : échange d'opinions	*Processus conflictuel : prendre positions sur des antagonismes*
Interaction	• Garantit que chacun s'exprime • Différentes opinions sont reconnues • On tente de comprendre les opinions des autres	• Domination de certains discutants
		• Chercher à constituer des alliances • Tendance à interpréter les positions des autres
Ressources	• Capacité de mettre les choses en perspective • Opinions relatives à des faits et des connaissances (information)	• Tendance à généraliser, dichotomiser, et à affirmer sa propre position • Position relative à son expérience personnelle

« Les matériaux bruts qui alimentent les deux processus sont différents : d'un coté les participants échangent des opinions, de l'autre ils confrontent leurs positions sur ce que nous appelons des antagonismes (cleavages). Les opinions dépendent avant tout de ce que les participants connaissent, de ce dont ils ont entendu parler, de ce qu'on leur a dit sur le sujet. Elles sont discutables dans la mesure où personne ne connaît tout sur tout, particulièrement quand le sujet est aussi éloigné de la vie quotidienne des gens que l'intégration Européenne. De l'autre coté les antagonismes sont des divisions qui supposent non seulement un investissement personnel, mais aussi une identification sociale. Ils ne peuvent pas être réellement débattus parce que, la plupart du temps, ils font référence à ce que les gens pensent qu'ils sont et non à ce qu'ils pensent ».

« Théoriquement, la délibération implique que la force des arguments conduise les gens à changer leur état d'esprit. Mais, dans nos données, les changements ne sont pas propres uniquement aux échanges d'opinion. L'explosion des antagonismes peut, et c'est souvent le cas, influencer les positions prises par les participants dans la discussion : elle tend à forcer

les participants les plus hésitants ou ambigus à prendre parti ; bien plus, comme les termes du débat sont simplifiés, les gens peuvent être conduits à considérer ou à réaliser qu'ils ont fait un mauvais choix, ce qui les incite à abandonner ou même à inverser les opinions qu'ils avaient émises précédemment ».

Les différences de fonctionnement des focus groupes résultant du niveau social et de l'éducation ne sont pas massives. Elles concernent surtout la capacité à mettre en perspective sa propre opinion. Dans les groupes de milieu populaire l'expression de l'opinion est peu argumentée et rarement confrontée à la possibilité d'un contre argument (ce qui peut limiter la fréquence d'apparition du processus coopératif).
Par contre l'effet pays est manifeste. Les bruxellois sont plus coopératifs et plus informés sur la Turquie que les français, ce qui peut résulter des fonctionnements politiques très différents des deux contextes, des deux cultures politiques : le fédéralisme belge est plus analogue à l'Europe que le centralisme français historique et ses valeurs universelles. .

Conclusion
Les Auteures écrivent ***« dans une société démocratique pluraliste, la discussion politique est faite à la fois de coopération et d'antagonismes ».*** Je pense que cette proposition résume les résultats de l'expérimentation et aussi les intentions des auteures. L'idée centrale est bien de relativiser le primat de l'échange d'opinion, de la coopération (avatar mineur de la délibération habermasienne) par rapport à la conflictualisation et à l'expression des antagonismes dans le fonctionnement des discussions politiques quotidiennes. Ainsi elles nous invitent à concevoir que « la foire d'empoigne » peut parfois induire des changements d'opinion plutôt que de cristalliser les antagonismes.

Mayer Nonna (2002), La consistance des opinions

Référence
Mayer Nonna, (2002), « La consistance des opinions », *in* Grunber Gerard, Mayer Nonna, Sniderman Paul M., (Dir.), (2002) *Une nouvelle approche de l'opinion des Français,* Paris, Presses de Sciences-Po.

Méthode « Pommade »
Dans le cadre d'un sondage politique classique des expérimentations sont introduites en demandant aux enquêteurs de quitter une attitude « neutre » au profit de prises de position particulières, les chercheurs introduisent ainsi une variation expérimentale de « *la relation interpersonnelle qui s'établit entre un(e) inteviewer et un(e) enquêté(e)* ». En fin d'entretien deux questions sont posées qui portent sur des opinions contraires au consensus politique dominant. Simultanément on impose aux enquêteurs, dans la moitié des cas, de faire preuve d'une particulière empathie à l'égard de l'enquêté et de suggérer positivement une opinion allant contre le consensus majoritaire :
Je voulais vous dire que j'ai beaucoup apprécié cet entretien et que vos réponses nous seront très utiles. Finalement, ne pensez vous pas, contrairement à ce que l'on entend souvent dire, que le vrai problème en France est qu'il y a,
- trop de démocratie ?
- trop de liberté ?
Dans l'autre moitié la question est neutre.

« L'effet pommade »,
a) facilite l'expression d'une opinion globalement minoritaire anti liberté +12% ou anti démocratie +15% (les % indiquent l'écart par rapport au groupe de contrôle)
b) d'autant plus qu'on n'a pas le bac (+18%) ou qu'on ne s'intéresse pas à la politique (+21%). On vérifie donc *« l'explication socioculturelle qui insiste sur la dépendance de certaines catégories à l'égard de l'autorité en situation d'entretien* ».
c) facilite d'autant plus l'expression de ces opinions que l'enquêté a exprimé par ailleurs dans le questionnaire des attitudes « *intolérantes et un faible attachement aux normes et aux procédures de la démocratie représentative.* »
« *Le contexte de relations interpersonnelles créé par l'expérience de la «pommade» a donc pour effet essentiel de faciliter l'expression d'une opinion contraire à la doxa démocratique, chez les sujets certes socialement et culturellement les plus défavorisés mais avant tout idéologiquement prédisposés à valoriser l'autorité.*»
Nonna Mayer examine en détail le paradoxe des *intolérants instruits* chez qui l'effet pommade concernant l'excès de liberté est maximum : +28%. Ces enquêtés sont minoritaires dans leur catégorie sociale où ils ne peuvent exprimer à haute voix leur position. Dans leur sociabilité publique (y compris en répondant aux questions standards) ils expriment un libéralisme majoritaire, mais quand l'interaction prend une tournure plus limitée et favorable ils expriment plus fréquemment leur autoritarisme. En un mot « *ils franchissent le pas et osent dire tout haut ce qu'ils pensent tout bas* ».

Conclusion
Si un partenaire inconnu (ici un enquêteur) manifeste dans la discussion politique une attitude favorable à une opinion extrême il accroît fortement la chance que les acteurs (enquêtés), idéologiquement prédisposés à l'extrémisme, expriment à haute voix des opinions qu'ils taisent habituellement en public.

Sniderman P., Jackman S., Tiberj V., (2002), Argumentation et raisonnement politique

Référence
Sniderman P., Jackman S., Tiberj V.(2002), « Argumentation et raisonnement politique ».
in Grunber Gerard, Mayer Nonna, Sniderman Paul M., (Dir.), (2002) *Une nouvelle approche de l'opinion des Français,* Paris, Presses de Sciences-Po.

Méthode : Les d'arguments pleins vs vides
Dans le cadre d'un sondage politique classique des expérimentations sont introduites en demandant aux enquêteurs de quitter une attitude « neutre ». Ici l'enquêteur, en fonction de réponses déjà obtenues, va opposer un contre argument qui soit sera *politiquement significatif*, soit sera « *vide* », sans contenu politique.
« *Nous nous sommes avant tout efforcés de saisir le raisonnement des citoyens en matière politique../. sur le mode dynamique de la discussion politique. Argumenter et contre-argumenter, aller et venir, prendre parti puis répondre à une position différente, voilà ce qui fait le cœur de la discussion politique.*» Le protocole est organisé pour pouvoir départager trois explications possibles de l'efficacité du contre argument pour obtenir que l'enquêté change d'avis : sa suggestibilité, la force de la persuasion et la rectification d'une première opinion « erronée » qu'aurait exprimée l'enquêté.

Les auteurs supposent l'existence « *d'orientations préalables* ». « *La discussion politique commence avec la mise en correspondance (imparfaite) des orientations préalables en prise*

de position initiale. Mais dans les vraies discussions politiques, contrairement aux conventions des enquêtes d'opinion publique, ce n'est qu'un début. Vient alors le processus de la contre-argumentation». Ils montrent que les enquêtés peuvent faire la différence entre vrai et fausses raisons de changer d'avis « *et qu'il n'y a pas besoin d'être politiquement très sophistiqué pour le faire*» : un argument vide a peu de chance d'entraîner un changement d'opinion.

Cependant on constate un changement :

- si l'opinion politique initialement fournie par l'enquêté est une *erreur de jugement* parce qu'elle ne correspond pas à ses « *orientations préalables* », alors les contre-arguments conduisent l'enquêté à *rectifier* son jugement, et ceci d'autant plus souvent qu'il est politiquement sophistiqué (effet auto-correcteur du débat).
- pour une personne politiquement peu sophistiquée, qui a une chance sur deux de changer un avis très marqué par des positions partisanes même si, au départ elle a donne la réponse qui correspond à sa vision du monde.

Conclusion

Trois paramètres expliquent les chances de changer : la cohérence de l'opinion initiale, la qualité du contre argument, et la sophistication politique de l'enquêté. Les auteurs soulignent l'importance des discussions où se transforment les opinions émises.

Schemeil Yves, (2012), Compétence, raisonnement, jugement

Une importante recherche collective a été réalisée par des chercheurs de l'IEP Grenoble (Laboratoire PACTE), et a donné lieu à la publication d'un rapport de recherche collectif dont quelques extraits sont retenus ci-dessous.

Référence :

Yves Schemeil (2012,) « Compétence, raisonnement, jugement », in Y. Schemeil et Al., (2012) *Le raisonnement politique : Comment les citoyens justifient leurs choix*, Grenoble, PACTE

Hypothèses générales de la recherche

« C'est pour traquer les raisonnements les plus systématiques que nous avons délaissé le domaine de la simulation d'élections pour nous tourner vers la reconstitution de processus argumentatifs proches d'une conversation privée sur des problèmes publics../.. »

« Hypothèse 1 : les variables de politisation pèsent plus lourd que les variables sociales et démographiques sur les propensions à changer d'avis, la vitesse de décision, ou encore l'équilibre entre sources émotionnelles et rationnelles d'un choix.
Hypothèse 2 énonce que dans une situation de débat contradictoire des citoyens faiblement dotés de connaissances peuvent eux aussi construire des raisonnements politiques complexes afin de justifier leurs positions. »

« .. c'est dans le débat et le dialogue interpersonnel que se forgent les opinions, et nulle part ailleurs. Quelle que soit l'intensité d'une campagne électorale ou d'une phase d'intenses discussions sur un sujet du moment, sans discussions privées animées et contradictoires il ne peut pas y avoir d'implication réelle. Pourtant, l'utilité du débat est moins de changer d'avis que de connaître les raisons pour lesquelles les autres ne changeront pas le leur. »

Denni Bernard et Roux Guillaume, (2012), Les changements d'avis

Référence
Denni Bernard et Roux Guillaume : (Ch.3) L'analyse des changements d'avis et
(Ch.4) Changer d'opinion : citoyen délibératif, inconstant ou « dominé » ?
In Y. Schemeil et Al., (2012) *Le raisonnement politique : Comment les citoyens justifient leurs choix,* Grenoble, PACTE

Méthode
Questionnaire comportant un module expérimental permettant « *la simulation d'un court débat contradictoire entre la personne interrogée et l'enquêteur. Le questionnaire est programmé pour que, selon la réponse donnée à une première question d'opinion, l'enquêteur oppose à la personne interrogée deux contre-arguments qui vont à l'encontre de l'avis qu'elle vient d'exprimer. Le but recherché est de la faire réfléchir sur les conséquences possibles, sociales ou politiques, de sa position initiale afin d'observer comment elle réagit à ces contre-arguments : est-ce qu'elle les accepte ou les rejette ? Et surtout, est-ce qu'ils la conduisent à changer d'avis ? Pour disposer de résultats de portée suffisamment générale, l'expérience porte sur deux thèmes : l'élargissement de l'Union européenne et l'opportunité d'une politique de discrimination positive en faveur de l'emploi des jeunes Français d'origine étrangère.* » (N=1051)

Je ne retiens que la question des emplois réservés, plus proche des enquêtés.
Parmi les 41% d'enquêtés initialement favorables aux emplois réservés aux jeunes Français d'origine étrangère, 12% ont changé d'avis après s'être vu opposer des contre-arguments. Parmi les 57% d'enquêtés initialement défavorables aux emplois réservés aux jeunes Français d'origine étrangère, 14,5% ont changé d'avis après s'être vu opposer des contre-arguments.

« Nos données montrent nettement que sur des sujets peu médiatisés au moment de l'enquête, qui ne peuvent facilement être rapportés au clivage gauche – droite, mais qui concernent les personnes interrogées, celles-ci sont capable de formuler un avis et surtout n'en changent pas facilement. Si l'on établit un bilan des réactions enregistrées pour les deux scripts (tableau 5), presque les deux tiers de l'échantillon maintiennent leur avis initial sur les deux sujets ; à l'opposé, 3% se laissent convaincre deux fois et 9% ne savent pas. Ce résultat est assez éloigné de l'image des publics girouettes et influençables dessinées par certains travaux ».

Remarque
Effectivement, compte tenu de la pertinence des contre-arguments présentés par le protocole d'enquête (arguments qui expriment bien le caractère ambivalent et complexe de beaucoup de processus qu'on peut souhaiter ou refuser), je considère comme les auteurs que ces proportions sont *faibles.* Mais je remarque que, si les contre-arguments sont *verbalisés* par l'enquêteur (avec peut-être un effet d'autorité ?), ils sont présentés comme *des énoncés de sens commun* « on entend souvent dire… », c'est à dire que ces arguments ne sont endossés par aucune personne connue de l'enquêté.
Je fais l'hypothèse que l'absence d'attribution du contre-argument à une personne connue de l'enquêté, à une personne *qui compterait un minimum pour lui*, en diminue le poids et contribue à expliquer la proportion massive des enquêtés constants.

Qui change d'opinion après les contre-arguments ?
« .. plus leur niveau de diplôme augmente, moins les enquêtés ont tendance à changer d'opinion politique ». Les auteurs discutent différentes théories de l'inconstance des électeurs,

en utilisant notamment des modèles de régression logistique dont ils décomposent finement les effets. Et ils concluent « *c'est en grande partie parce que les catégories dominées s'intéressent peu à la politique, et possèdent peu de connaissances politiques, qu'elles se sentent politiquement disqualifiées et, in fine, changent d'avantage d'avis sous l'effet d'un contre-argument../.. Cela ne signifie donc pas que nous aurions « réfuté » l'hypothèse d'une relation entre la catégorie socioprofessionnelle et les changements d'avis et, à travers elle, le modèle sociologique du citoyen dominé. Nous avons plutôt « expliqué » l'effet de cette variable, en montrant, par ce dernier résultat, que* ***ce sont bien les variables intermédiaires que constituent l'intérêt et la connaissance politique qui rendent compte de l'effet de la catégorie socioprofessionnelle***.»

« *Dans tous les cas cependant, les variables que constituent l'intérêt pour la politique et, avec elle, les connaissances politiques occupent une position centrale. Elles jouent en effet un rôle intermédiaire entre une position sociale dominée, et la disqualification ou auto-disqualification politique : c'est parce que ces catégories dominées – pour toute une série de raisons qui débordent le cadre de cette étude – montrent peu d'intérêt pour la chose politique dans sa version « officielle » ou « légitime », et ne possèdent pas ou peu les schèmes cognitifs couramment mobilisés dans ce domaine politique « légitime », qu'ils ne se sentent pas ou peu qualifiés en tant que citoyens émettant des jugements politiques. »*

Conclusion

a) Des contre-arguments impersonnels ne conduisent qu'une faible proportion des enquêtés à changer d'avis (disons 15%), ce qui veut dire que, massivement, « les gens » ont une opinion construite et consistante.

b) Appartenir aux milieux populaires produit une auto-disqualification qui favorise un désintérêt pour la politique et une faible information qui favorisent la soumission à des contre-arguments, et donc la versatilité.

Peut-on envisager d'agir sur l'auto-disqualification ?

Bronner Gerald, (2010), Le succès d'une croyance

On peut considérer les croyances comme des formes particulières d'opinions. Expliquer la *formation* des croyances est un enjeu majeur. Ici Gerald Bronner, met « en cause » à la fois des propriétés de l'esprit humain et des processus de communication qui réalisent une compétition sélective entre des croyances dont seules un petit nombre se diffusera et survivra.

Référence

Bronner Gérald, (2006),*Vie et mort des croyances collectives*, Paris, Hermann. (Ch3. « Les croyances naissent un jour : expérimentations sur la génération d'une croyance ».). On peut lire aussi Bronner Gérald, (2010), « Le succès d'une croyance : évocation — crédibilité — mémorisation », *L'Année sociologique*, 2010, 60, n° 1, p. 137-160

Méthode

« *Dans les deux premières expérimentations, il s'agissait de confronter des individus volontaires seuls ou en groupe à des énoncés narrant une situation énigmatique. Des entretiens étaient alors réalisés où l'on demandait aux sujets de proposer une ou plusieurs solutions possibles à l'énigme. La situation évoquée dans les entretiens individuels ou collectifs n'était pas factice, elle s'était réellement produite par le passé et avait généré une rumeur.* » L'énigme est : « *Normalement, on dénombre une centaine de morts par an dans une population de 10 000 habitants. Or, dans les années 80, on a remarqué que dans le*

quartier chinois du XIIIe arrondissement de Paris, qui compte10 000 habitants environ, il n'y avait que deux ou trois morts par an. Comment expliquer cette différence ? »
a) Entretiens individuels face à face, 72 H, 72 F.
b) « *On soumettait, de la même façon que pour les entretiens individuels, à un groupe de quatre personnes, l'énigme de la mortalité du XIIIe arrondissement…Une conversation s'engageait alors entre les sujets où l'intervieweur utilisait les techniques habituelles de l'entretien pour stimuler l'expression individuelle tout en favorisant le débat. Il notait, dans l'ordre d'apparition, les scénarios. Ensuite… il suscitait une discussion sur la crédibilité de chaque scénario…Une fois la conversation achevée, il faisait voter anonymement les quatre interlocuteurs pour recueillir leur point de vue.* »
En tout, 60 groupes, 240 individus.

a) On constate qu'il y a 5.1 explications proposées en moyenne par chaque enquêté, mais 7 en moyenne par chaque groupe. Les enquêtés sont prodigues en explications, parfois peu compatibles, et le plus souvent assez simples : elles ne mettent en jeu qu'une seule cause, plutôt que des modèles complexes de causes combinées.
b) La discussion rend les enquêtés plus imaginatifs, le débat stimule la création.
c) Parmi les 15 types de scénarios inventés, les groupes citent moins ceux qui reposent sur une mauvaise lecture de l'énigme « *comme si le fait d'être quatre rendait plus attentif à l'énoncé et aux erreurs d'interprétation possibles* ». Les groupes citent plus souvent une explication correcte : la discussion permet des corrections réciproques d'erreur. Les groupes seraient plus réfléchis.
d) Mais, paradoxalement, la discussion permet aussi de citer plus souvent l'explication la plus farfelue, celle d'une dissimulation des morts pour récupérer leurs papiers d'identité et les vendre pour faire venir de nouveaux immigrants. Cet effet est particulièrement fort lorsqu'il est précisé qu'il s'agit d'un quartier chinois (dans certains groupes cette caractéristique ethnique n'était pas mentionnée). « *Tout se passe comme si le stéréotype émergeait avec plus d'évidence en collectivité qu'individuellement* ».

Conclusion
Il faut noter que le protocole est bien « expérimental », et que les enquêtés ne sont probablement pas très impliqués par leurs réponses. L'inventivité manifestée par le nombre d'explications différentes fournies est peut-être due à cette absence d'engagement dans l'opinion énoncée. Par contre les différences entre réponses individuelles et réponses suite à des discussions collectives est très intéressante : la discussion de groupe permet *à la fois plus de rationalité et plus d'irrationalité* sitôt qu'on lui fournit des indices permettant d'évoquer des stéréotypes. La « délibération » peut à la fois favoriser l'émergence d'une opinion commune éclairée, et, dans des circonstances où le thème peut évoquer des lieux communs et des préjugés, conduire au renforcement obscurantiste des stéréotypes.

Table des matières

1. Objectifs et limites 2
2. Conclusions générales 3
3. Les réseaux de relations personnelles de discussion politique 7
IFOP (2015), Les contenus des discussions avec les proches 7
Muxel Anne, (2013), La politique et les proches 9
Tiberj Vincent, (2015), Quels enquêtés changent et pourquoi ? 10
Denni Bernard, (2012) Les Français et la politique : Experts, amateurs et profanes 12
Pons Vincent, (2014), L'effet du démarchage socialiste porte à porte durant la présidentielle de 2012 13
Braconnier Céline (2012), Les entretiens collectifs in situ 14
4. Les discussions politiques expérimentales 15
Duchesnes Sophie, Haegel Florence, (2010) Ce que signifient les discussions politiques (focus groups) 15
Mayer Nonna (2002), La consistance des opinions 16
Sniderman P., Jackman S., Tiberj V., (2002), Argumentation et raisonnement politique 17
Schemeil Yves, (2012), Compétence, raisonnement, jugement 18
Denni Bernard et Roux Guillaume, (2012), Les changements d'avis 19
Bronner Gerald, (2010), Le succès d'une croyance 20